

Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

CONCLAVE CST / ARC-EN-CIEL **P.3**

Rien que des rêves!

COOPERATION **P.4** BILATERALE CUBA - TOGO



Dans le cadre des relations bilatérales entre le Cuba et le Togo, des contacts réguliers ont lieu pour des échanges d'intérêt commun. L'établissement de relations diplomatiques entre le Togo et Cuba dure déjà 35 ans

Le ministre Robert DUSSEY signe sept importants accords

SEMAINE DE LA MICRO-FINANCE

P.5-6



Cap sur la finance inclusive

Victoire Dogbé, Ministre en charge du développement à la base

INAUGURATION DU 3^{EME} QUAI ET DES PORTIQUES AU PORT AUTONOME DE LOME

Une destination de choix pour les grands armateurs internationaux **P.2**



Les chefs d'Etat du Togo (milieu), du Niger (à gauche) et du Bénin



Vue des portiques et du 1er bateau de nouvelle génération

CAN-2015

Un plan B si Ebola pousse le Maroc au forfait **P.7**

Une destination de choix pour les grands armateurs internationaux

Tanko

L'enthousiasme était à la hauteur de l'événement le 14 Octobre dernier à l'inauguration du 3^e quai et des portiques du terminal à conteneurs du Port autonome de Lomé désormais apte à accueillir les navires de la nouvelle génération pouvant transporter 7.000 conteneurs de 20 pieds. Lancés en mars 2011, les travaux de construction du 3^{eme} quai ont été conduits par le groupe Bolloré AFRICA LOGISTICS et financés sur fonds propre à hauteur de 458 millions d'euros soit environ 300 milliards de francs CFA. Les présidents du Bénin et du Niger ont effectué le déplacement pour célébrer ce succès avec leur homologue togolais Faure Essozimna Gnassingbé et en présence du Président Directeur général du groupe Bolloré, M. Vincent Bolloré. C'est le fruit

confortant ainsi sa position comme plaque tournante régionale du transport maritime. Long de 450 m avec un tirant d'eau de 15 m, le 3^e quai va porter au quadruple les capacités de traitement du Port autonome de Lomé. L'extension et la modernisation du Port autonome de Lomé font partie d'un plan de développement des infrastructures visant à consolider la relance de l'économie togolaise qui a affiché ces dernières années une nette progression de son taux de croissance (6% en 2014).

Les avantages sont immenses car au-delà des enjeux de développement économiques, cela devra générer selon les prévisions plus de 500 milles emplois. Le Port Autonome de Lomé est en progression vu qu'il a accueilli plus de 1.200 navires en 2013, contre 415 à sa construction en 1968. Les quantités de marchandises accueillies sont édifiantes. De 252.000 tonnes de



Les chefs d'Etat du Togo (milieu), du Bénin et du Niger (à droite)



Vue des portiques et du 1er bateau de nouvelle génération

d'un partenariat agissant entre ce Groupe français mondialement connu pour ses prestations de qualité dans le domaine portuaire, fluvial, ferroviaire et dans bien d'autres domaines. Il y a lieu de saluer la vision du Président de la République qui a restauré la paix sociale et la stabilité grâce auxquelles le peuple togolais a pu se ressouder autour de l'idéal de reconstruction nationale pour doter progressivement notre pays des outils indispensables à son essor économique dans un climat de paix et de concorde nationale. Ces nouvelles infrastructures offrent de meilleures opportunités au Port Autonome de Lomé,

marchandises à sa création, le Port de Lomé a enregistré en 2013 un trafic général de plus de 8,6 millions de tonnes de marchandises, avec une desserte de 1120 navires et un trafic transit de près de 2,3 millions de tonnes. La construction d'un 3^e quai au Port autonome de Lomé, comporte des enjeux qui vont bien au-delà des préoccupations strictement nationales. Avec son 3^e quai, le Port autonome devient un outil stratégique pour l'intégration dans la sous-région ouest-africain. Le président Faure Essozinam Gnassingbé et ses homologues yayi Boni du Benin, Mahamadou Isssifou du Niger n'ont pas manqué d'expri-

mer leur satisfaction et leur félicitation au groupe Bolloré AFRICA LOGISTIC et particulièrement à son président Directeur Général Vincent Bolloré pour sa politique du développement du continent africain. Pour Vincent Bolloré, l'avenir du monde est en Afrique et rassure que son groupe sera toujours aux côtés du Togo. **«Nous avons rénové la gare de Lomé, restructuré le chemin de fer qui**

n'avait plus fonctionné depuis des années. Nous irons jusqu'au Niger où jamais un train n'a circulé», a conclu Vincent Bolloré. Particulièrement séduit par les progrès du Togo, le président du Bénin Yayi Boni a laissé entendre qu'il va s'inspirer de cette réussite pour mieux faire. Le Togo a pris très tôt la mesure des défis et s'est engagé en conséquence dans un processus de modernisation continue de ses infrastructures portuaires.

UNE RENOVATON RÉUSSIE

L' hôtel Sarakawa désormais capable d'accueillir les chefs d'Etat

Atcha

Arrivés le 14 octobre dernier pour l'inauguration du 3^{eme} quai à conteneurs au Port autonome de Lomé, les présidents Yayi Boni du Bénin et Mahamadou Issifou du Niger n'ont pas regretté d'avoir été logés à l'hôtel Sarakawa. Cela ne pourrait ne pas capter les attentions car c'est la première fois de son histoire que cet hôtel répond à cette capacité. Tout est à l'honneur du gouvernement togolais qui face à la dégradation constatée, entre temps, des infrastructures en place a décidé de mettre fin à la négligence pour refaire l'image de l'hôtel. Pour non respects des engagements contenus dans le contrat de bail, le groupe Accor avait été expulsé des lieux en juillet dernier sur décision de justice. L'administration provisoire mise en place par la suite et dirigée par M. Patrick Sourdeau a bien compris sa mis-

sion. En effet, la notoriété d'un hôtel dépend de la qualité de ses infrastructures d'accueil. Tel est le sens des travaux de rénovation toujours en cours, pour redonner une nouvelle splendeur à cet hôtel à 3 étoiles situé sur la plage de Lomé avec une vue attrayante sur la mer. 211 Chambres dont 82 ont vue sur mer. 2 restaurants dont un gastronomique « le Mercure », 2 bars, une piscine olympique, 2 courts de tennis, un terrain de golf, et un centre d'équitation. L'hôtel dispose de 8 grands salons pouvant contenir jusqu'à 300 places. Dans la même dynamique, le personnel a été remis à niveau pour répondre aux attentes de la clientèle. La rénovation des infrastructures hôtelières du pays sur la base des standards internationaux est une priorité largement prise en compte dans la vision du président de la république Faure Gnassingbé.

Rien que des rêves!

La question qui préoccupe les acteurs politiques togolais est l'élection présidentielle qui se tiendra dans moins de six mois si le délai constitutionnel est respecté. Les préparatifs ont déjà commencé avec le renouvellement de la Cour constitutionnelle et de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Toujours dans cette logique, les Commissions Electorales Locales Indépendantes (CELI) et les Commissions des Listes et Cartes (CLC) seront bientôt installées. Ce qui prouve que le processus enclenché connaît des avancées notables.

Solah

Au sein de la classe politique de l'opposition, la sérénité a déserté les rangs. Le discours tenu par les différents leaders qui faisait état de la nécessité d'une union pour obtenir l'alternance en 2015 a fait place aux éternelles divergences constatées souvent à la veille de chaque consultation électorale au Togo. Le Collectif Sauvons le Togo (CST) drainé par l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) de Jean Pierre Fabre et la Coalition Arc-en-ciel amené par le Comité d'Action pour le

Renouveau (CAR) de Dodzi Apévon, ne sont pas en odeur de sainteté malgré la tenue du conclave annoncé tambour battant qui, finalement, se révèle comme un fiasco total. En réalité, ce conclave n'était qu'un jeu pour tromper le peuple et donner l'impression que l'opposition est décidée à s'unir en enterant la hache de guerre. Le CST et la coalition Arc-en-ciel se livrent à un spectacle honteux et malsain qui laisse entrevoir leur incapacité à faire le poids devant le pouvoir en place qui ne cesse de gagner du terrain par ses diverses actions en direc-



Jean-Pierre Fabre, Pdt national de l'ANC

tion des populations.

Jean Pierre Fabre, Dodzi Apévon et autres ne font pas preuve de sincérité dans leurs différentes démarches. Les égos et le conflit de leadership les



Apévon Dodji, Pdt national du CAR

concerne l'éternelle question de la candidature unique. Les divergences deviennent de plus en plus profondes entre ces leaders. Le camp d'Apévon estime qu'il faut d'abord

obtenir les réformes avant de penser à la possibilité de présenter un candidat unique mais celui de Jean Pierre Fabre n'est pas sur la même longueur d'onde. On comprend aisément que les deux regroupements politiques ne sont pas prêts à adopter une même ligne de conduite. Chacun poursuit ses intérêts en alimentant les divisions. Le peuple togolais qui a assez souffert des querelles politiciennes découvre enfin le vrai visage de ceux là qui se proclament libérateurs et démocrates. Il est convaincu désormais que l'opposition togolaise n'est pas capable de rechercher le bien-être du pays. Une telle opposition peut-elle avoir le soutien des populations pour espérer gagner une élection présidentielle ?

2015 :

Adieu l'Alternance !

L'acte de décès de l'Alternance au Togo, est paraphé le 25 juillet 2013, le jour des législatives de l'année dernière!

Le 24 juillet 2013, tous les autres partis d'opposition, ont attendu, en vain l'ANC (Alliance Nationale pour le Changement), pour présenter une liste commune de candidats à ce scrutin... Ils ont attendu jusqu'à 23 h45, sachant que, 23H 59 minutes était la dernière minute, avant la clôture officielle des dépôts de candidatures !...

Mais, c'était du folklore de mauvais goût, parce que, si des partis politiques d'opposition veulent conclure des alliances pour des candidatures unifiées, ce n'est pas la veille du scrutin, et devant les bureaux de la CENI, que cela se règle !

Pire, l'ANC est un parti qui ne comprendra jamais que seule, ses chances de gagner un scrutin législatif ou présidentiel, sont aussi nulles que les chances de Jean-Pierre Fabre, de devenir un jour, Pape de l'Eglise catholique !

En mars prochain, Faure Gnassingbé croquera certainement le fer avec 3 ou 4 candidats de l'opposition, dans une

élection à ... un tour. Mais, ces dernières semaines, nos leaders politiques de l'opposition ont distrait l'opinion nationale et internationale, en parlant, comme des gosses, de réformes ou d'élections locales, avant la présidentielle !

Le 30 juin dernier, 63 députés sur 91 ont rejeté un projet de loi de révision constitutionnelle, mais certains leaders de l'opposition, ne comprenant pas le mécanisme de fonctionnement des institutions, ont gueulé, comme des putois, contre ce vote, qu'ils ont qualifié de tous les noms !

Mais curieusement, aucun d'eux, présents à l'Assemblée, n'a présenté un projet de loi dans ce sens ! Ils pensent que seuls les députés du pouvoir, ou le gouvernement, doivent présenter des projets de loi, et eux doivent jouer aux grands clercs de l'Etat, tout juste bons à voter ces lois, que des « boys » doivent leur préparer ! Mêmes des journalistes se sont fendus de titres stupides comme celui-ci :

« Les Occidentaux exigent des réformes avant la présidentielle ! » !

Comme si nous mangeons des Occidentaux, ou que ce sont des occi-

dentaux qui organisent nos scrutins, ou encore, comme si des togolais peuvent exiger des réformes dans des pays à problèmes internes majeurs, comme l'Espagne ou la Belgique !

D'autres prématurés de la politique togolaise « exigent » que les élections locales aient lieu avant la présidentielle, quitte « à repousser » celle-ci ! Ils ne savent même pas que rien n'est prêt pour les locales, et qu'on ne peut pas repousser la présidentielle sans force majeure. Aux USA, c'est bien précisé dans leur Constitution, l'élection présidentielle a lieu à une date impérieuse, que le Président des Usa soit mort ce jour-là, ou quelque que soient les raisons, on doit voter pour choisir le nouveau Président !

C'est dans cette atmosphère de carnaval loufoque, que les religieux aussi se sont fendus d'un communiqué cauchemardesque, pour dire leur « déception et leur étonnement » parce que 63 députés ont dit NON au projet de loi de révision constitutionnelle ! Mgr Denis Amuzu-Dzakpa, Pasteur Charles Klagba-Kuadjovi et Pasteur Mensah Sénane

AVINOU seraient encore plus déçus, ou même effondrés, si le gouvernement avait voulu faire de vraies réformes et avait mis en tête de ces réformes, par exemple, cette exigence :

« Tout togolais qui a la double ou triple nationalité, n'est pas éligible au poste de Président de la République du Togo. »

Si c'est à l'Assemblée nationale, **Jean-Pierre Fabre** dira aux 16 députés ANC de voter NON, à ce projet de loi, avec les 62 députés UNIR ; tout comme **Kofi Yamgnane**, les deux ayant au moins la double nationalité ! Je ne sais pas pour **Alberto OLYMPIO...**

Si moi, j'étais député, je présenterais un projet de loi où le mandat présidentiel de cinq ans sera renouvelable une seule fois, mais je mettrais en bonne place l'inéligibilité des bi ou tri-nationaux ! Non pas que je leur en veux spécialement, mais l'exemple de l'ancien Président péruvien est dans toutes nos mémoires ! Fujimori avait, en effet, la double nationalité japonaise et péruvienne, et quand il a été inculpé pour crimes de sang et crimes économiques, il a fui au Japon, qui a refusé de l'extrader ! Je suis

moi-même exclus alors, de la présidentielle, puisque j'ai aussi une triple nationalité !

Il y a plus de deux mois, le CST et Arc-en-Ciel, les deux principaux regroupements politiques de l'opposition, ont commencé un conclave, et ce conclave se termine en queue de poisson congelé, car deux partis, dont le CAR (5 députés sur 6), membre très influent d'Arc-en-Ciel, ont claqué la porte, et présenteront certainement leurs propres candidats ! Comme on le voit, l'opposition s'amuse, et fait rire jaune le peuple togolais, qui espérait mieux de sa classe politique de l'opposition !

C'est ici que les gens honnêtes doivent se rappeler des propositions pertinentes d'un certain **Dr David IHOU**, qui avait préconisé, il y a quelques années, un « big-bang » politique de l'opposition, avec un grand parti responsable, disposant de suffisamment de ressources humaines, matérielles et financières, pour affronter la terrible machine de guerre qu'est UNIR ! Et pour désigner le candidat devant affronter le candidat du pouvoir en

Suite à la page 4

2015 :

Adieu l'Alternance !

Suite de la page 3

place, on procède à des élections primaires ! Mais les prématurés de la politique togolaise - toujours les mêmes - ont balayé d'un revers de la main cette proposition, et annoncent inutilement sur les trottoirs de Lomé depuis des années ! Si cette union sacrée de l'opposition était faite, aux législatives du 25 juillet 2013, l'opposition aurait obtenu au minimum 35 à 40 députés au Parlement, et UNIR n'aurait pas disposé des 2/3 de députés à l'Assemblée pour placer tous les membres de la Cour Constitutionnelle, qui sont dans son giron, ni la grande majorité des membres de la CENI qui lui sont acquis, avec Mr Tabiou, à la tête de la CENI, et ABOUDOU ASSOUMA, à la tête de la Cour Constitutionnelle !

Même un crétin au carré, comprendrait que, si l'opposition avait, ne serait que 35 députés aux législatives du 25 juillet 2013, il faudrait « dialoguer » dur pour « placer » les membres de la CENI et de la Cour Constitutionnelle, et leurs présidents, puisque UNIR n'aurait pas eu les 2/3 des députés à l'Assemblée nationale !

Les crétins n'ont qu'à bien lire et comprendre l'article 100 de notre Constitution...

Aujourd'hui, Aboudou ASSOUMA est élu pour sept ans (art. 101 de notre Constitution), et su-

pervisera donc les scrutins, présidentiel de 2015, législatif de 2018, et présidentiel de 2020, si Dieu lui prête vie ! Taffa Tabiou, élu Président de la CENI, sera encore Président de la CENI, pour l'élection présidentielle de 2020, si UNIR obtient encore les 2/3 des députés au scrutin législatif de 2018, et si un autre membre de UNIR n'est pas élu à sa place !

Même un crétin comprend tout cela !

Que reste-t-il à l'opposition aujourd'hui ? Un électorat réduit en peau de chagrin, qui votera pour FABRE, dans la commune de Lomé, à Aneho, et un peu à l'intérieur du pays ; un autre électorat réduit sur la région bassar pour Kofi Yamgnane ; un autre électorat majoritairement ouatchi pour Dodzi APEVOn (ou Me AGOYIBO, qui sait ?) ; un autre électorat éclaté pour Alberto Olympio, et enfin, un électorat epsilon pour d'autres candidats éventuels de l'opposition...

Comme on le voit, l'Alternance, ce n'est pas pour 2015, sauf peut-être, si nos évêques et pasteurs veillent, et jeûnent, 24h/24h, 7 jours sur 7 pendant les 5 mois qui nous séparent de la présidentielle de mars 2015 !

Je vais croire fermement alors au miracle !

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie sécuritaire.

COOPÉRATION BILATÉRALE CUBA -TOGO

Le ministre Robert DUSSEY signe sept importants accords

Tanko

Dans le cadre des relations bilatérales entre le Cuba et le Togo, des contacts réguliers ont lieu pour des échanges d'intérêt commun. L'établissement de relations diplomatiques entre le Togo et Cuba dure déjà 35 ans. C'est dans cette dynamique que se situe la mission officielle effectuée du 13 au 14 octobre dernier par le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, à La Havane. Au terme de cette mission à laquelle étaient associés des représentants du secteur public et privé, d'importants accords ont été signés dans plusieurs domaines notamment, la santé, l'environnement, le sport, l'agriculture, l'assistance technologique. Ainsi par ces accords bilatéraux le Cuba va **octroyer des dons en mé-**



Rencontre entre le ministre Robert Dussey et son homologue cubain Bruno Rodriguez Parrilla

de la lutte contre la maladie à virus Ebola, plusieurs actions sont annoncées en faveur du Togo, entre autres : la fourniture des combinaisons de haute protection pour les besoins de la surveillance,

la formation concerne également des techniciens de laboratoire sur les procédures de prélèvement, de conservation, et d'envoi des échantillons vers les centres de référence. Dans le domaine agricole



Photo souvenir de la délégation togolaise avec les équipes du ministre des Affaires étrangères cubain

dicaments essentiels au Togo et une mission d'expertise technique cubaine pour appuyer la gestion logistique des médicaments et consommables médicaux de la Cameg-Togo. Ces médicaments génériques serviront pour la prise en charge de l'infection au VIH, de la tuberculose, du paludisme, de l'hypertension artérielle, du diabète, du cancer et de l'insuffisance rénale chronique. Par ailleurs dans le cadre de la prévention et

de la prise en charge et du laboratoire, et de l'hygiène assainissement, la formation de membres des équipes cadres des régions, de districts et les prestataires des hôpitaux publics et privés sur l'identification précoce des cas suspects et l'utilisation des matériels de protections (MPI), ainsi que des acteurs à l'investigation rapide des cas suspects de la maladie à virus Ebola dans le pays et aux principaux points d'entrée dans le pays. Ce volet de

, le gouvernement cubain consent à mettre à la disposition du gouvernement togolais vingt (20) spécialistes agricoles ayant de hautes qualifications en techniques modernes de production, de conservation et de transformation de cultures vivrières, fruitières ou de rente, entre autres, la canne à sucre, le sucre, la banane, le riz, le maïs, les oléagineux, les légumes et le café. En matière de l'éducation, Cuba

Suite à la page 5

Lettre de la KOZAH

Hebdomadaire Togoais d'informations, d'analyses et de publicités

Récépissé N° 00389 / 31 /12 /09 /HAAC

E-mail: lettredekozah@yahoo.fr
BP. 4869 Lomé-Togo
Contacts: 90 13 34 21 / 22 34 13 45

Directeur de publication
Atcha Tanko

Rédaction: Solime D., Tchaa

Infographie: Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: La Colombe

Tirage: 2000 exemplaires

Année	2011	2012	2013	2014
Effectif volontaires mobilisés	1000	1500	1530	2000

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE (CENI)

Le bureau définitif a pris fonction

Maximus

Toute l'opinion nationale a salué la désignation consensuelle le 17 septembre dernier des membres de la CENI par la représentation nationale. Même si une fois de plus dans cette affaire l'opposition, a encore perdu des plumes, pour preuve le clash retentissant entre les deux partis politiques du Collectif Sauvons le Togo. On se rappelle, en effet, il y a quelques semaines de cela qu'au cours d'une session marathon, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) a choisi de sacrifier sur l'autel des calculs politiques, le siège qui aurait dû en toute logique revenir à son partenaire ADDI au profit de l'UFC. Après la prestation des

membres élus le 29 septembre 2014 devant la Cour constitutionnelle et la mise en place en interne du bureau d'âge qui expédiait provisoirement les affaires courantes au niveau de cette institution chargée de l'organisation et de la supervision des élections au Togo, les choses se sont très vite accélérées. Le bureau exécutif et les bureaux des sous-commissions de la CENI ont été ce mardi 14 octobre 2014, présentés aux médias au cours d'un point de presse organisé à son siège à l'issue d'une plénière. Evènement, c'est M. TABIOU Assifou Taffa de la société civile qui a été élu par ses pairs. Il fait ainsi un come-back à la tête de la CENI puisqu'il a présidé cette institution

en 2010. Il préside un bureau exécutif composé de M. NABOUREMA bamba



Taffa Tabiou, Pdt de la CENI

de l'opposition parlementaire plus précisément l'ANC, M. DATE Yao de la société civile et M. BAKAI Baoubadi de la

majorité parlementaire. Vraisemblablement, les membres de la CENI on

voulu privilégier l'expérience et la compétence vu l'importance de la présidentielle de 2015. Pour cette occasion les élections se sont passées sans trop de remous. Mais selon certaines sources, les négociations officielles

ont été âpres entre l'ANC et UNIR, pour parvenir à cette composition consensuelle qui contente tout le monde même si certains membres selon les mêmes sources ont trouvé moyen pour se désolidariser de cette élection.

Le nouveau pré-

sident élu dans son allocution de circonstance, dans un premier temps, a adressé ses remerciements et sa reconnaissance à ses pairs pour la marque de confiance en sa personne. Ensuite il a rappelé à ses derniers le serment prêté devant la cour constitutionnelle. Il leur a demandé de respecter le droit et de protéger, le moment venu, le choix qui sortira des urnes au soir de l'élection présidentielle de 2015. Il a exprimé sa volonté et son ouverture à rester à l'écoute, à œuvrer dans son rôle de coordonateur à chercher, ensemble avec les autres, les solutions les plus appropriées, en tenant compte du cadre légal et réglementaire aux difficultés qui pourraient surgir. D'où la nécessité de rester soudé pour réussir ce pari. La bonne gestion des ressources financières et matérielles est enfin un autre défi que la CENI devra relever, selon M. Tabiou.

COOPÉRATION BILATÉRALE CUBA -TOGO

Le ministre Robert DUSSEY signe sept importants accords

Suite de la page 4

consent à mettre à la disposition du Togo, vingt (20) spécialistes en alphabétisation ayant de hautes qualifications en techniques modernes d'alphabétisation fonctionnelle. Les spécialistes envoyés seront chargés d'assurer le renforcement des capacités des cadres des différents centres nationaux d'éducation non formelle, d'appuyer l'élaboration ou l'actualisation des curricula d'alphabétisation et d'éducation non formelle selon l'approche par les compétences, et d'aider à l'intégration de l'alphabétisation fonctionnelle dans les programmes et projets nationaux de développement. Concernant la protection de l'environnement, quatre (04) spécialistes du domaine de l'environnement ayant de hautes qualifications en techniques de lutte contre l'érosion côtière et la pollution marine sont attendus. Ces spécialistes seront chargés d'apporter leurs expertises au Ministère de l'Environnement et d'assurer le renforcement des capacités des ingénieurs et techniciens togolais dans le cadre de la lutte con-



Dépôt de gerbe par le ministre Robert Dussey à la place de la révolution cubaine

tre l'érosion côtière et la pollution marine. Pour la promotion du sport, le Togo accueillera cinq (05) spécialistes du domaine sportif ayant de hautes qualifications en techniques modernes d'entraînement et d'arbitrage. Ces derniers devront assurer le renforcement des capacités des cadres de l'Institut de la Jeunesse et des Sports et la formation des arbitres et les entraîneurs dans les différentes disciplines sportives. Eu égard à ce qui précède, le gouvernement togolais a aussi

des engagements à honorer. Il s'agit d'assurer entre autres, le bon accueil des spécialistes cubains, leur hébergement, leur mobilité, l'exonération des droits de douane sur les équipements envoyés dans le cadre de ces missions. Le chef de la diplomatie togolaise a aussi des entretiens avec son homologue cubain, Bruno Rodriguez Parrilla, rencontre au cours de laquelle Robert Dussey s'est prononcé en faveur de la levée des sanctions américaines contre Cuba.

SEMAINE DE LA MICRO-FINANCE

Cap sur la finance inclusive

Tchaa

En collaboration avec le fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) et l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés du Togo (APSFDI), APIM-Togo a lancé au cours d'un point de presse la semaine de la micro-finance. Cap sur la finance inclusive, tel est la problématique de la semaine, avec pour objectif de sensibiliser les prestataires de services financiers, les banques, les opérateurs de téléphonie et les cabinets, à apporter ensemble les services financiers à la population là où elle se trouve afin de permettre son autonomisation de la population à la base. Pour entretenir les médias présents, M. Yves GNAGA, Directeur des Opérations et partenariat / FNFI ; M. Ramanou NASSIROU, Directeur, APIM, modérateur de la rencontre et le Président d'APSFDI. Dans une déclaration liminaire, ce dernier a fait l'état des lieux du secteur de la micro-finance au Togo. Encourageant et en plein es-

sor, le secteur est néanmoins confronté à une concurrence déloyale et une prolifération anarchique d'institutions de micro-finance en toute violation des dispositions légales réglementaire en vigueur. Sur ce point des mesures sont prises pour réguler plus efficacement le secteur par le durcissement des obtentions d'agrément et un contrôle plus rigoureux du respect de la déontologie dans le domaine.

Déclinant dans un second mouvement les activités qui meubleront cette semaine, dont en premier ladite rencontre, notons il y aura dans la matinée du 14 octobre 2014, une conférence sur la thématique retenue. Juste après suivra, une grande caravane de sensibilisation, porteurs de messages poignants qui, sillonnera les grandes artères de la ville de Lomé avec pour point de chute, l'esplanade du palais des congrès. Le lendemain sera le point d'orgue cette célébration avec une cérémonie solennelle orga-

Suite à la page 6

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

L'agriculture familiale à l'honneur

Maximus

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le Colonel Ouro Koura Agadazi a animé le 13 octobre 2014 dernier un point de presse à son cabinet, rencontre à laquelle était également conviés le

ministre de l'environnement et des ressources forestières et le représentant résident de l'organisation mondiale de l'alimentation (FAO) au Togo, M. Ricardo MONTERO. Cette journée placée sur toute l'année 2014 sous le thème de

l'Agriculture familiale, vise à rendre un hommage mérité à ces petits producteurs et agriculteurs anonymes qui, nonobstant leurs moyens rudimentaires s'échinent dans les champs pour nourrir leur famille.

Dans sa déclaration li-

SEMAINE DE LA MICRO-FINANCE

Cap sur la finance inclusive

Suite de la page 5

nisée à l'occasion.

Prenant alors à son tour la parole le directeur des opérations et du partenariat du FNFI, a saisi l'opportunité pour livrer un bilan à mi-parcours des activités du fonds financé à hauteur de 5 milliards de FCFA par la Banque ouest Africaine

octroyés en mai et juin, ont commencé à être remboursés, les 4^e et 5^e mois de remboursements déjà entamés. C'est donc la preuve que les populations ont été réceptifs aux multiples sensibilisations et ont compris que l'APSEF est un crédit et non de l'argent gratuit donné par le chef

ce produit est un cycle de 4 crédits dont la performance devra donc être mesurée à long terme lorsque les bénéficiaires auront épuisé le cycle. Le remboursement du premier crédit est alors non seulement important mais se trouve aussi être une condition sine qua non d'accès automatique au suivant.

Interpellé ensuite sur la question du remboursement, s'agissant surtout des échos de plaintes de certains bénéficiaires en ce qui concerne l'intransigeance de certains agents de recouvrement, ce que les confrenciers ont reconnu, aucune œuvre humaine n'étant parfaite, l'auditoire a été rassuré sur les mesures prises pour assouplir la méthode de recouvrement à travers le renforcement des capacités de ces agents pour redorer le blason du fonds mais surtout permettre que par les crédits recouverts le système soit alimenté et que l'APSEF bénéficie à d'autres togolais et togolaises en attente.

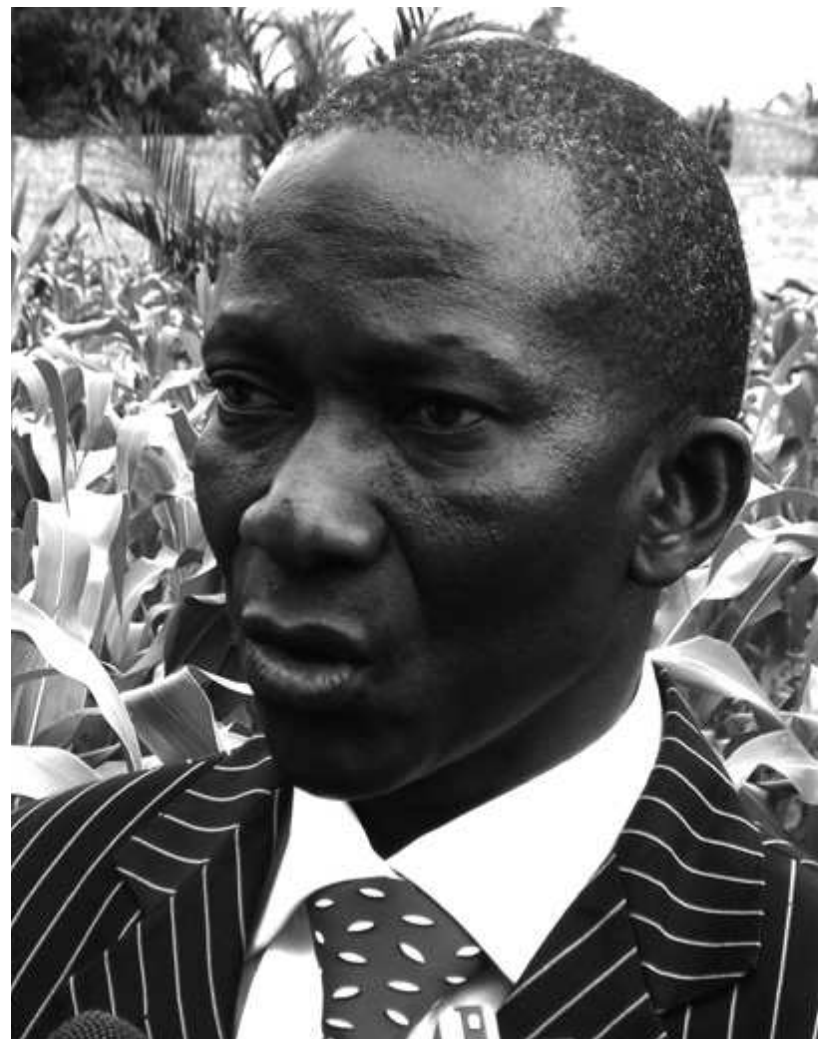
Principalement deux annonces sont également à signaler. D'une part l'augmentation de l'effectif des institutions de micro-finance partenaires du FNFI au nombre de 18 à l'heure actuelle, sélectionnées à l'issue d'un appel à candidature auquel ont finalement soumis 28 institutions sur 35 acquisitions de dossiers d'appel à candidature. D'autre part, un nouveau produit verra sûrement très prochainement le jour et ciblera le monde agricole.



Victoire Dogbé, Ministre en charge du développement à la base

de Développement (BOAD). Ainsi depuis le 26 avril 2014, date de lancement de son premier produit : Accès des Pauvres aux Services Economiques et Financiers (APSEF), le FNFI a enregistré un peu plus de 200.000 bénéficiaires sur les objectifs de 300.000 pour fin 2014 et de 2 millions à l'horizon 2018. Note positive aussi, un tiers des premiers crédits

de l'Etat. Au-delà des statistiques, le FNFI selon son représentant, s'est révélé être un produit performant, impactant malgré la faiblesse du montant du crédit, très positivement le quotidien des togolais. Même si jusqu'à ce jour il n'y a aucune étude sur l'impact réel de l'APSEF sur les bénéficiaires et ses corollaires, les résultats sont encourageants dans la mesure où



Ministre Ouro-Koura Agadazi de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

minaire, l'hôte après s'être félicité de la qualité des relations entre le Togo et la FAO, n'a pas manqué au nom du gouvernement de témoigner toute sa reconnaissance et sa gratitude au représentant résident pour son investissement personnel à la tête de cette institution spécialisée onusienne traitant des problèmes de la nutrition dans le monde à travers appuis et les soutiens techniques multiformes. Sur les efforts du gouvernement en faveur de l'atteinte des objectifs de l'alimentation, les résultants sont encourageants. Le Togo, après l'exécution du PNIASA 2013 a réduit de moitié son niveau de sous alimentation passant de 32 à 16 %. En s'appuyant sur ces acquis, la nouvelle feuille de route est de tendre vers une qualité de l'alimentation par la promotion de la transformation afin de faire du Togo une force d'exportation.

A Sokodé, ville retenue cette année pour la célébration, agriculteurs et organisations paysannes, recevront les conseils techniques des structures du ministère mais encore mieux des kits de production pour leur faciliter le travail et accroître sensiblement leur production.

Sur les dommages subis par certains exploitants agricoles dans le bassin de Kovié, dus aux récentes inondations, le Ministre faisant d'une pierre des coups, a fait le bilan des dégâts et annoncé que le gouvernement a, d'or et déjà, engagé des mesures d'accompagnements. Ainsi, dans les jours à venir, des motoculteurs et géniteurs améliorés (caprins et volailles) seront mis à la disposition des producteurs sinistrés afin de les soutenir et leur permettre de relancer l'activité agricole dans la zone. Dans cette logique des sponsors se sont manifestés par des donations, en l'occurrence TOGOCELL avec 5 millions de FCFA, la Caisse Nationale de Sécurité sociale et la BIDC.

Le Ministre de l'Environnement et des ressources forestières, quant à lui, a souligné la nécessité de mutualiser les efforts avec son département à travers le Plan de gestion intégrée des risques et catastrophes pour répondre efficacement et de façon efficiente à d'éventuels sinistres, cette liaison à sa place car il est constant que l'environnement et l'agriculture sont étroitement liés.

Pour tous vos besoins publicitaires et annonces, contactez-nous aux 90133421 / 2234 13 45

Un plan B si Ebola pousse le Maroc au forfait

Où aura lieu la CAN-2015 ? La confusion règne: le Maroc, désigné hôte du tournoi (17 janvier-8 février), demande un report devant la propagation d'Ebola, tandis que la Confédération africaine de foot (CAF) cherche un plan B, sondant notamment Ghana et Afrique du Sud.

CAF cherche hôte, tirage au sort évoqué

"En cas de refus du Maroc de conserver l'organisation de la compétition aux dates prévues, la CAF voudrait savoir si votre Fédération serait volontaire et aurait les moyens d'organiser la Coupe d'Afrique des Nations 2015", écrit le secrétaire général de la CAF Hicham el Amrani dans une lettre adressée à plusieurs pays, dont le nombre est inconnu.

Un responsable du foot sud-africain, sous couvert d'anonymat, a révélé que son pays avait reçu la missive. Plusieurs responsables sportifs du Ghana ont également confirmé auprès de plusieurs médias avoir reçu cette lettre.

De façon très surprenante, la suite du courrier précise aussi que "si la CAF reçoit deux ou plu-

sieurs réponses positives, le Comité exécutif procédera à un tirage au sort pour désigner l'organisateur". L'idée d'un tirage au sort pour désigner un pays hôte d'un tournoi majeur du foot mondial laisse perplexe, puisque l'usage veut qu'un organe décisionnaire (la CAF) examine soigneusement chaque dossier.

Une autre question est liée au pays hôte: le Maroc était automatiquement qualifié en tant que pays d'accueil. Que deviendrait-il s'il y a un nouveau pays d'accueil ? Le nouveau pays hôte serait-il lui aussi alors qualifié d'office ?

Afrique du Sud, un habitué des plans B

L'Afrique du Sud a organisé la Coupe du monde en 2010 et a déjà servi de recours pour des Coupes d'Afrique des nations en

situation d'urgence à deux reprises. En 1996, quand le Kenya était en état de banqueroute et pour la dernière édition (2013), quand la Libye était devenue une zone de conflits armés.

Le Ghana réfléchit à la proposition, à en croire Gary Al-Smith, consultant du foot africain pour plusieurs médias comme la BBC ou CNN. On peut lire sur son compte twitter un échange avec le ministère des Sports du Ghana: "dans l'éventualité où le Maroc se retirerait, on nous a demandé de réfléchir à l'accueil du tournoi. Nous regardons les questions de coût et de santé". Le Ghana a déjà organisé les CAN 1963, 1978 et 2008.

Comité exécutif le 2 novembre

Le Maroc a demandé le 10 octobre le report de la CAN en raison de la propagation d'Ebola. La CAF avait alors répondu le lendemain qu'elle maintenait, en l'état, les dates de la compétition (17 janvier - 8



Un dispositif anti-Ebola

février), mais sans préciser si la plus importante compétition sportive du continent serait maintenue au Maroc.

Le 14 octobre, le ministre des Sports du Maroc, Mohammed Ouazine, interrogé par l'AFP, avait temporisé sur la position de son pays si sa demande de report était refusée: "Il est encore trop tôt pour parler d'une décision définitive (sur un retrait en cas de refus de report), on n'a pas encore tranché".

Et Mohammed Ouazine de rappeler que la demande de report est "motivée essentiellement par

le dernier rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où il est question de chiffres et de dimension alarmants quant à la propagation du virus".

L'épidémie d'Ebola a déjà fait près de 4.500 morts, en grande majorité dans l'ouest du continent africain, en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone.

La CAF a elle revanche annoncé que le sujet serait "débatu" lors d'une réunion de son Comité exécutif le 2 novembre à Alger. Une réunion très attendue.

AFP



COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'A PARTIR DE CE JOUR, LES ESPACES TELECOM PORT, ASSIVITO, AGOE ET KARA RESTENT OUVERTS A LA CLIENTELE DE 12H A 14H 30MN DU LUNDI AU VENDREDI ET DE 08H A 13H LES SAMEDIS.

TOGO TELECOM REMERCIE SON AIMABLE CLIENTELE POUR SA DISPONIBILITE ET SA CONFIANCE.

LA DIRECTION GENERALE

Alerte Virus Ebola

EBOLA : EVITONS TOUS LA PROPAGATION DU VIRUS!

Le virus Ebola, maladie virale hautement contagieuse et très mortelle, sévit depuis quelques mois dans la sous-région ouest africaine. L'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, vient de décréter l'épidémie comme une « **urgence de santé publique de portée mondiale** ».

Cela indique donc qu'une mobilisation générale doit être engagée par tous pour éviter la propagation du virus.

Signalons au Centre de Santé le plus proche, aux numéros d'urgences habituels et au **numéro vert 111**, tout cas suspect présentant l'un des signes cliniques accompagnant une forte fièvre suivants :

- diarrhée sanglante
- selles noires
- saignement du nez, de la peau, des gencives ou à tout autre endroit du corps
- sang dans les urines
- crachats contenant des traces de sang
- sang dans les vomissements.

Evitons la contagion de la maladie en observant le respect scrupuleux des règles élémentaires de prévention suivantes :

- éviter tout contact direct avec les personnes malades ou mortes de la maladie
- éviter de manipuler du sang, des sécrétions, des organes ou des liquides biologiques d'animaux ou de personnes infectés,
- ne pas manipuler les gibiers tels que les agoutis, les rats, les souris, les porcs épics, les lièvres, les antilopes, les chauves-souris, les chimpanzés, les gorilles (vivants ou morts).

Evitons tous la propagation du virus d'Ebola !

CECI EST UN MESSAGE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE.